Angles d'Attac

association pour une
taxation des
transactions financières pour l'
aide aux
citoyens et citoyennes.
Bulletin d'information en français d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève - www.suisse.attac.org
Numéro 24 - NOVEMBRE 2005

>>>SOMMAIRE>>>

JAB 2500 BIENNE 4
Retours à attac, case 4314, 2500 Bienne 4

>>>Edito:
Saisir l'insaisissable>>>

Nestlé n'aurait pas pu trouver mieux que son propre slogan pour annoncer son départ à la conquête du toujours plus intéressant marché du commerce équitable : « Saisir l'insaisissable », ou comment élargir ses marchés à l'infini, augmenter ses bénéfices dans les domaines les plus variés et les plus incongrus. Vendredi 7 octobre, la multinationale veveysanne annonçait en grande pompe son intention de proposer à sa clientèle une nouvelle offre plus éthique et respectueuse. Cette dernière pourra enfin jouer son rôle de consomm'actrice en achetant des produits Nestlé qui respectent le travail des paysanne-s.

On serait tenté-e de se réjouir. Le fleuron de l'économie suisse se met à respecter le travail de paysan-ne-s si longtemps négligé voir bafoué ! Et, qui plus est, en nous permettant d'acheter les yeux fermés, sans crainte de laisser pénétrer par inadvertance dans notre panier un produit suspect. Pourtant la réalité est loin d'être aussi simple.

Ces produits du commerce équitable ne représenteront qu'une infime partie de la production totale de Nestlé, et cela aura surtout pour conséquence directe d'introduire une différenciation entre les paysan-nes-s travaillant pour la multinationale. Certaine-s continueront à trimer dans les conditions que nous dénonçons depuis longtemps [voir à ce sujet le livre *Attac contre l'empire Nestlé*], alors qu'une infime partie bénéficiera de conditions de travail un peu moins mauvaises. On peut néanmoins trouver un minimum de satisfaction dans l'idée que certain-e-s paysan-ne-s au moins verront leurs conditions de travail s'améliorer. Mais sur quels critères seront-ils et elles choisie-s ? Pourquoi certain-e-s travailleurs-euses mériteraient de meilleures conditions salariales que d'autres ?

Enfin, cet exemple est la preuve par l'absurde que notre lutte doit aller au-delà de la promotion du commerce équitable et de la consommation responsable. Continuons à faire des choix raisonnés de notre consommation mais surtout évitons de considérer ces actes comme la panacée à un système de commerce mondial profondément injuste (voir pages 4 et 5). Nous devons au contraire continuer à nous attaquer aux racines du problème plutôt qu'à tenter d'atténuer ces conséquences. Nous devons continuer à descendre dans la rue comme nous avons été des milliers à le faire le 15 octobre pour dénoncer les règles injustes du commerce mondial instaurées par l'OMC et les multinationales. Ces règles sont et restent des règles qui ne profitent pas aux petit-e-s paysan-ne-s et aux salarié-e-s, ni au Nord ni au Sud. Ces règles sont en train de provoquer la mort de toute une frange de la petite paysannerie mondiale, une vague de désindustrialisation sans précédent, le bradage de secteurs entiers des services et notamment des services publics. Elles permettent à des multinationales de piller les ressources naturelles, de breveter les gènes... Ces règles n'ont pour seul avantage que d'enrichir celles et ceux qui les établissent.

Vous trouverez tout au long de ce numéro quelques idées à approfondir et comme toujours l'annonce de nos prochains rendez-vous locaux, ainsi que celle d'un grand rendez-vous national et international qui se passera à Berne ces prochains jours : **l'audience Nestlé.** Soyons nombreuses et nombreux ! Et d'ici là... Bonne lecture.

Votre comité de rédaction.

>>>AGENDA>>>

>National>

24 OCTOBRE 2005, 19H-21H :

Commission nationale AGCS-Services publics
EUG (Evangelische Unions Gemeinde),
Pavillonweg 7, 3012 Bern. Plan

29 ET 30 OCTOBRE 2005 :

Le cas Nestlé, Kornhausforum, Berne

5 NOVEMBRE 2005, 13H-17H :

Coordination nationale, Fribourg

10 DÉCEMBRE 2005, 13H-17H :

Coordination nationale, lieu à définir

>Genève>

7 NOVEMBRE, 19H

Projection du film "LOBBYING : au-delà de l'enveloppe",
de Myriam Tonelotto,
Maison des Associations, salle Zasi Sadou,
15 rue des Savoises, Genève

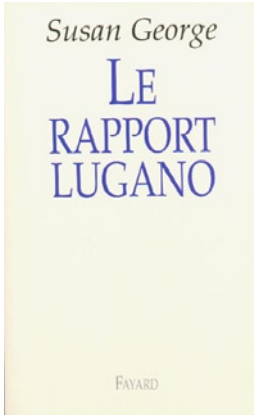
5 DÉCEMBRE, 19H :

"café mondialisation" (hé oui, pour celles et ceux qui l'oublieraient, vous êtes invité-e-s à débattre librement chaque premier lundi du mois), Café Alegre, 15 rue des Savoises, Genève.

Thème du mois : Noël, et si j'achetais rien ? Surconsommation versus slowfood - malbouffe - déchets de Noël - exploitation des ouvriers du jouet... et tout ce que vous voudrez mettre dans la hotte !

>>> Un livre, une pièce de théâtre >>>

Rapport Lugano :
un livre,
une pièce de théâtre



La plupart des membres d'attac ont lu "Le rapport Lugano" de Susan George - entre autres qualités, vice-présidente d'attac France - ouvrage paru en 2000 et dont la version anglaise vient d'être rééditée. Cet ouvrage, fiction combien proche de la triste réalité, raconte comment un "groupe d'experts de haut niveau", au service des dirigeants de fait de cette planète, analysent la mondialisation et son cours. Leur diagnostic établi, ils proposent, avec une logique parfaite et un parfait cynisme, comment assurer la pérennité du capitalisme libéral mondialisé. Notamment en prenant les mesures nécessaires à une réduction drastique de la population mondiale à quatre milliards d'habitants, chiffre qui doit ensuite ne plus jamais augmenter.

On peut imaginer, mais pas aussi précisément que les experts en question, les subtiles et terrifiantes mesures préconisées. Il s'agit tout simplement d'éliminer les perdants et les inutiles au profit des gagnants. En encourageant ou provoquant les dissensions, le communautarisme, les guerres intestines ou internationales, les famines, les épidémies, etc.

Une pièce de théâtre a été tirée de ce livre, déjà représentée dans le nord de la France, à Avignon et à Paris, et même en Italie dans la langue de Dante évidemment, par la compagnie "Sens Ascensionnels". L'auteur en est Christophe Moyer, le metteur en scène et le sympathique Monsieur Gentiane est Jean-Maximilien Sobocinski. Cette pièce sera jouée, en présence de Susan George, les



VENDREDI 18,
SAMEDI 19 ET
DIMANCHE 20
NOVEMBRE A 20h30,

AU THÉÂTRE D'ONEX PARC, À GENÈVE.

Le dimanche 20, outre la représentation du soir prévue à 19h00, Susan George présentera son nouveau livre à 18h00 et répondra ensuite aux questions après la représentation.

Parlez-en autour de vous et venez nombreux !

>>> Mission impossible pour Lamy ?



Dans le monde uniforme des négociations commerciales, Pascal Lamy se repère instantanément. Son crâne rasé de près et son regard déterminé, façonnés par la course à pied et d'impressionnantes heures de travail, le distinguent des autres. Dès le moment où il se jeta dans la bataille pour le poste de Directeur Général de l'OMC, on présageait sans trop de doutes que sa nomination lui serait servie sur un plateau.

Lamy est parfait pour le poste. Il est foncièrement acquis au libre-échange et au multilatéralisme, bureaucrate expérimenté et intervenant politique efficace. Là où son charisme fait défaut, il le compense largement par sa capacité à orchestrer le dessous des cartes, une facilité réglée finement quand il était « chef de cabinet » pendant la présidence de Jacques Delors au Conseil de l'Europe, puis perfectionnée en tant que commissaire de l'Union Européenne.

Âgé de cinquante-huit ans, Lamy incarne la crème de ce que produit le système éducatif français des élites. Diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et titulaire d'un MBA des hautes écoles de commerce et sciences politiques, Lamy a été formé - sans doute dès la naissance - pour exercer de hautes fonctions officielles. Bien qu'il soit social-démocrate - il se présenta en 1993, en vain, comme candidat du parti socialiste - il est économiquement (sinon socialement), comme la plupart de ses « camarades » ces temps-ci, néolibéral.

Pendant ses six années en tant que commissaire au commerce de l'UE, Lamy a acquis une réputation de travailleur chevronné et une maîtrise singulièrement fine des technicités, sans compter ses dix années dans le cercle privilégié du bureau de Delors où il a appris à tirer le maximum de son influence dans une bureaucratie. En résumé, sa crédibilité en tant que DG de l'OMC est sans faille.

Mais des différences conséquentes existent entre Lamy à l'OMC et Lamy à l'UE et il ne faut donc pas surestimer sa capacité à surmonter ces difficultés. D'abord, en tant que directeur général, Lamy n'a aucun marché à ouvrir ni aucun tarif douanier à baisser. Tout ce qu'il peut faire, c'est « en prendre un pour taper sur l'autre » mais sans rien pour amortir les coups. Deuxièmement, il n'a pas de « position » explicite ou précise à défendre, si ce n'est sa croyance au libre-échange et au multilatéralisme, mais aussi le fait qu'il faut éviter à l'OMC une nouvelle honte à Hong-Kong. Bien que les sympathies de Lamy vont sans conteste vers l'UE, sa crédibilité en tant que DG dépendra de sa faculté à être perçu comme œuvrant au service de tous les membres - le G148, comme il l'appelle. C'est assurément une leçon qu'il a tirée à la commission et c'est sans doute l'une des expériences les plus importantes qu'il apporte à son poste. Son prédécesseur Supachai Panitchpakdi était un canard boiteux qui contrebalançait par une léthargie quasi-totale tout ce qui pouvait apparaître comme une inclinaison vers les pays en développement. Mike Moore, avant lui, était tellement identifié aux USA poursuivant leurs manœuvres d'intimidation pour assurer sa nomination, que les membres ne lui firent jamais vraiment confiance.

Lamy arrive aux commandes avec un consensus relativement fort, malgré les vagues règles de sélection et les divisions du Sud dont il a su tirer parti. Les Etats-Unis soutiennent Lamy et bien qu'un officiel au commerce de l'UE ait démenti l'information, nombre d'observateurs voient une corrélation entre l'avis favorable des Etats-Unis vis-à-vis de Lamy et l'appui apporté par l'UE à Paul Wolfowitz pour la direction de la Banque Mondiale. Malgré leurs différends, l'UE et les USA s'accordent à penser qu'il est plus sûr de découper le monde entre eux - même s'il s'agit d'accepter un français et l'un des principaux architectes de l'invasion en Irak. N'importe qui, semble-t-il, vaut mieux que quelqu'un du Sud !

Lamy n'est pas au bout de ses peines. En effet, les profondes divisions au sein de l'OMC ne peuvent être aplanies par une diplomatie intelligente et de simples bricolages techniques. Son atout majeur sera son pouvoir de persuasion. La majorité des pays en développement commencent à s'impatienter de ne pas profiter de leurs parts des retombées extraordinaires de la libéralisation des échanges et il faudra une prise en main (visible) de la part de l'UE et des USA pour les convaincre que le jeu en vaut encore la chandelle.

D'autre part, les pressions ne viennent pas seulement de l'intérieur mais aussi de la rue. Seattle fut pour Lamy sa première conférence ministérielle de l'OMC en tant que commissaire et Cancun sa dernière. Ces deux expériences lui ont indiscutablement légué le désir de faire taire les contestataires. Pourtant, au lieu de prêter l'oreille aux critiques, Lamy pense que donner à l'OMC la liberté de dialoguer « de manière structurée avec tous ceux qui aujourd'hui souhaitent un droit d'expression lors de l'établissement de politiques commerciales » résoudra le problème.

« Maintenir les portes fermées est contre-productif pour l'OMC », déclare-t-il. « Cela alimente la paranoïa infondée à l'égard de l'OMC qui règne chez les altermondialistes, les protectionnistes purs et durs et tous ceux dans le monde qui contestent tout ce que les membres de l'OMC tentent d'accomplir en tant qu'OMC » (Bridges, Volume 8, Numéro 4, 2004). Cette approche passera avec les lobbyistes et les ONG qui aiment bien travailler de l'intérieur mais les commentaires de Lamy montrent qu'il n'a pas de temps à perdre avec ceux qui désapprouvent son programme.

Pour Lamy, les enjeux sont de taille, à la fois sur le plan personnel et idéologique : il faudra décrocher quelque chose à Hong Kong. Mais même s'il réussit, ce sera seulement une victoire pour Lamy et ses amis. Pour tous les autres, la pilule sera amère.

Extraits de Nicola Bullard, Focus on the Global South.

>>>AGENDA>>>

>Vaud>

20 OCTOBRE, 20H :

Groupe multinationales, Pôle Sud, av. J.-J Mercier, Lausanne (Flon)

27 OCTOBRE , 20H :

-ATTENTION CHANGEMENT DE DATE-
Groupe Service public/AGCS, Pôle Sud, Lausanne (le 24 aura finalement lieu une commission AGCS nationale à Berne)

29 ET 30 OCTOBRE :

Le cas Nestlé : audience publique, Kornhausforum, Berne. Voir le site de l'association Multiwatch dont attac suisse et vaud sont membres fondatrices

1ER NOVEMBRE, 20H :

Rencontre mensuelle / coordination, Pôle Sud, Lausanne

19 NOVEMBRE, 10H-15H :

Stand au marché de Lausanne, rue de l'Ale, devant la Coop, à côté de Saint-Laurent

21 NOVEMBRE, 20H :

Groupe Service public/AGCS, Pôle Sud, Lausanne. Présentation sur la question de l'électricité ; relance de la campagne AGCS

24 NOVEMBRE, 20H :

Groupe multinationales, Pôle Sud, Lausanne

6 DÉCEMBRE, 20H :

Café citoyen sur les services publics, lieu à définir

13 DÉCEMBRE :

Assemblée générale d'attac vaud, lieu à définir

>>> Max Havelar ou le boy

Esquisse d'une réflexion sur l'avènement de la « consommation-citoyenneté »

Ce texte tente de questionner une remarque souvent entendue, de la possibilité de changer le monde – ou tout du moins de contrecarrer certains aspects particulièrement meurtriers du libéralisme économique – par l'achat raisonné de produits équitables. Il veut plus largement être une réflexion sur le politique et sur les modes d'action et de prise de parole que les gouvernants tentent aujourd'hui de nous imposer.

Face au lieu commun de l'hyper-puissance de l'économie [1], de l'inadéquation des cadres étatiques face aux multinationales de l'alimentaire, ou plus simplement face à la volonté de nos dirigeants politiques de ne pas s'ingérer ou de ne pas légiférer mais, au contraire, de déréguler, pour tout ce qui touche à l'économie (l'idéologie de la main invisible semblant faire l'unanimité), un certain nombre d'actions privées émergent. Ces actions tendent à proposer à chacun-e d'entre nous de réguler ce que l'Etat a abandonné, par son pouvoir de consommateur-trice, c'est-à-dire par l'achat raisonné de produits dits équitables. Que ce soit par le choix de produits Max Havelar, par le refus d'acheter de l'agneau de Nouvelle-Zélande, ou par le boycott des produits Nestlé, tout un chacun semble en effet pouvoir pratiquer, au quotidien, un certain nombre de choix. De mêmes actions pouvant être accomplies par des millions d'autres consommateur-trice-s, on espère alors remédier ainsi, dans la mesure des moyens de chacun-e, aux injustices du libre-marché, puisque les effets bénéfiques tant promis de la main invisible se font attendre.

L'avènement du « consommateur-trice éclairé-e » semble ainsi signifier la revanche du citoyen-ne consommateur-trice face au citoyen-ne politiquement impuissant-e, une nouvelle manière de pratiquer la politique, plus simple, plus directe et plus efficace [2]. Mais « nouvelle manière de pratiquer le politique » ou « défaite du politique », telle est la question…

Dans un article instructif, Florence Piron [3], donne quelques éléments de réflexion tout à fait intéressants, illustrant de manière éclairante combien ce nouveau mode d'action politique n'est pas tant le fruit (pour caricaturer) d'une « ruse du faible » (le ou la citoyen-ne) face aux puissants (les gouvernants et les multinationales), que le résultat d'un travail de longue haleine de ces mêmes gouvernants afin d'affaiblir les différents processus démocratiques et la participation des citoyennes et des citoyens.

Cette construction de la figure du « citoyen-ne consommateur-trice » est en effet « le fruit d'une production discursive énorme dont l'auteur n'est autre que nos gouvernements légitimes et plusieurs grandes organisations internationales (OCDE), appuyés par nombre d'experts en sciences de la gestion. (…) Notre élite politique (…) a mis en place une représentation forte, attrayante et séduisante du citoyen-ne client-e, qui est actuellement en train d'acquérir une puissante légitimité, devenant la référence ultime des discours politiques et administratifs sur les « nouveaux rapports » entre Etat et citoyen-ne-s. (…) Au cœur de cette figure symbolique se trouve une valorisation explicite de l'indifférence politique ». [4]

L'unification ou la synonymie toujours plus forte des termes de citoyen-ne et de consommateur-trice ne sont ainsi pas tant le fruit de la découverte d'un nouveau pouvoir détenu par le citoyen-ne consommateur-trice, que l'opportunité pour les gouvernants de changer complète-

ment les rapports au politique et aux services publics de chacun. Les gouvernants tentent ainsi de nous faire lire la démocratie non plus comme un espace de discussion et de prise commune de décision, et où la prise de parole, c'est-à-dire l'action politique, et la définition commune de l'intérêt commun - autre qu'en terme de coûts - serait possible, mais comme un espace qui se réduit à une suite de choix individuels, de consommateurs. Les Etats acquis au nouveau management ne parlent donc plus de citoyen-ne-s ou d'usagers, mais de client-e-s qui doivent consommer [5] et auxquels il s'agit d'offrir des services dont ils ont besoin et qui pourront les satisfaire.

Mais que deviennent les droits du citoyen et de la citoyenne ? Quelles sont leurs responsabilités ? Comme Florence Piron le dit encore, « la figure du citoyen-ne client-e, c'est une personne pressée, active et qui a besoin de pouvoir accéder en tout temps aux services gouvernementaux (...) ; elle n'a pas de temps à perdre avec la lourdeur bureaucratique du passé (...) ; cette personne n'a pas non plus de temps à perdre avec la lourdeur des processus classiques du débat démocratique » [6]. Cette rapidité, cette immédiateté, ce court-circuitage des processus traditionnels de décision se remarquent avec évidence dans le recours toujours plus massif aux sondages qui semblent être aujourd'hui une nouvelle panacée, permettant d'avoir en tout temps l'avis des citoyen-ne-s client-e-s, remplaçant surtout les débats démocratiques qui apparaissent alors comme de longs, coûteux et inutiles processus de dialogues. [7]. Il ne s'agit plus de savoir comment fonctionnent notre gouvernement et nos administrations, ni de comprendre le sens des possibles lenteurs, par l'explicitation des enjeux (démocratiques) des différents processus, mais d'accéder, quel qu'en soit le coût (encore une fois démocratique), au service le plus rapidement possible.

S'accepter comme « citoyen-ne consommateur-trice » n'est-ce pas alors jouer le jeu d'une oligarchie ? N'est pas, pour reprendre les termes de Castoriadis, abandonner l'autonomie, c'est-à-dire le libre choix de ses lois, à une hétéronomie produite par des acteurs qui nous correspondent en rien - l'hétéronomie caractérisant un régime dont les règles sont produites par d'autres que ceux qui ont à les vivre ? [8] Si « la démocratie, c'est l'auto-institution de la collectivité par la collectivité [9] », la posture de la « consommation-citoyenneté » n'est-elle pas sa négation ?



La citoyenneté, c'est la responsabilité des membres d'un groupe à l'égard d'eux-mêmes et des autres, d'instituer par la délibération et démocratiquement des libertés, des limites et des règles, un projet de vie commune et une manière d' « être ensemble ». La citoyenneté pose un modèle constitutif qui assure l'égalité des membres de la collectivité, alors que le client renvoie au marché, où les individus sont par définition anonymes, singuliers et inégaux.

Il semble ainsi que le choix de la posture de « consommateur-citoyen », adoptable face aux produits dits « équitables » - qu'il ne s'agit pas ici de condamner en tant que tels - questionne largement le type de rapport que chaque individu veut avoir au pouvoir et à la démocratie, à la manière dont il pense le politique. Faire de la politique en faisant ses achats, c'est en effet non seulement entériner l'indépendance toujours plus importante de l'économique par rapport au politique, mais c'est en vérité soumettre symboliquement le politique à l'économique, toute action citoyenne (mais la citoyenneté a alors, comme on l'a bien compris, perdu tout son sens) ne se traduisant plus que par des actes d'achats, isolés, inégaux et individuels. C'est le règne du « oui - non », du « pour - contre », un mode de pensée binaire incapable d'élaborer un projet de société. L'acte d'achat n'est pas politique en ce qu'il ne propose rien, rien d'un devenir commun, en ce qu'il signifie la fin de la croyance en le pouvoir d'une auto-régulation, d'une autonomie. Il n'est pas politique en ce qu'il ne crée pas de liens, en ce qu'il ne forme pas une parole commune, en ce que son sens n'est lisible que pour celui qui le réalise.

Notes :

[1] Lieu commun largement produit et repandu par le monde de l'économie lui-même, ayant tout intérêt à ne voir personne questionner cette hyper-puissance, cette vision travaillant largement à conserver son indépendance et donc sa toute puissance

[2] Ou : « plus économique, plus efficiente et plus efficace », pour reprendre la règle du 3E, si chère au « Nouveau Management Public »

[3] PIRON, Florence, 2003, « La production politique de l'indifférence dans le nouveau management public », Anthropologie et sociétés, 27 (3), pp. 47-71

[4] PIRON, Florence, 2003, « La production politique de l'indifférence dans le nouveau management public », Anthropologie et sociétés, 27 (3), p. 49

[5] On peut d'ailleurs penser à ces affiches, un temps dans nos rues : « consommer, c'est bon pour la Suisse »

[6] PIRON, Florence, 2003, « La production politique de l'indifférence dans le nouveau management public », Anthropologie et sociétés, 27 (3), pp. 57-58

[7] A titre d'exemple, on notera que notre ministre de la santé, M. Pascal Couchepin, par souci de rapidité, organise maintenant des « consultations orales » sur les nouveaux projets de lois

[8] On peut d'ailleurs se demander, au risque d'en choquer certains, si l'élection déjà n'est pas, par l'acte de délégation qu'il représente, un premier pas vers la « consommation-citoyenneté », signifiant la fin de la participation directe aux processus, au profit d'un choix entre différents « produits » ou « programmes » sur le marché politique : « La philosophie libérale identifie l'action politique à une action solitaire, voire silencieuse et secrète, dont le paradigme est le vote, « achat » d'un parti dans le secret de l'isoloir. Ce faisant, elle réduit le groupe à la série, l'opinion mobilisée d'un collectif organisé ou solidaire à une agrégation statistique d'opinions individuelles exprimées (...). La logique du marché, ou du vote, c'est-à-dire l'agrégation de stratégies individuelles, s'impose toutes les fois que les groupes sont réduits à l'état d'agrégats ou, si l'on préfère, démobilisés » (BOURDIEU, Pierre, « Formes d'action politique et modes d'existence des groupes », Propos sur le champ politique, Lyon, P.U.L., p. 83)

[9] CASTORIADIS, Cornelius, 1996 « La démocratie athénienne : fausses et vraies questions », La montée de l'insignifiance, Paris, Seuil, p. 187

>>>AGENDA>>>

>Fribourg>

ATTENTION :

conférence du 22 novembre avec Riccardo Petrella : L'éducation, un bien commun, reportée au printemps 2006

14 NOVEMBRE, 20H :

Rencontre mensuelle, buffet de la gare, Fribourg

>Jura>

24 OCTOBRE, 19H00 :

Rencontre de réflexion sur le thème de l'éducation et les risques de privatisation, restaurant du Cheval Blanc, Delémont

7 NOVEMBRE, 19H00 :

Réunion du comité, restaurant du Cheval Blanc, Delémont ; suivi de :

7 NOVEMBRE, 20H00 :

Présentation de Mireille Borloz sur son expérience dans le "Mouvement des Sans Terre" au Brésil et sur les alternatives qu'elle propose dans le domaine de la santé, Ecole de Soins Infirmiers, Delémont

>Valais>

2 NOVEMBRE, DÈS 18H30 :

Première "Soupe d'attac",
Le Totem, rue de Loèche 23, Sion
18h30 : apéro ;
19h : film d'attac france sur les OGM ;
20h30 : discussion autour
d'une soupe conviviale et citoyenne

23 NOVEMBRE, 19H :

Réunion du comité, ouverte à toutes et à tous,
Le Totem, Sion

30 NOVEMBRE, 19H :

Assemblée générale, suivie d'un apéro, Le Totem, Sion

>>> Genève: centre d'atten

Ce texte a été écrit avant le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'octobre par Jacques Chai Chomthongdi, qui travaille avec Focus on the Global South. Résidant à Genève, il prend une part active à l'alliance genevoise des peuples.

Il propose un bilan des évènements de juillet dernier, et une discussion stratégique des enjeux des négociations et surtout des mobilisations actuelles à Genève. Les négociations n'ont pas encore démarré à l'heure où nous bouclons ce numéro (Le conseil général de l'OMC débute le 19 octobre). Mais on sait déjà qu'avec plus de 3000 manifestant-e-s de plusieurs pays d'Europe, mais aussi d'Amérique latine, de Corée, d'Afrique..., la manifestation du samedi 15 octobre a été un succès.

Cette année, les représentant-e-s de la société civile présent-e-s aux mobilisations contre le conseil général de l'OMC, qui a eu lieu au mois de juillet, étaient environ 300, soit un nombre nettement supérieur à la quinzaine de participant-e-s de l'année dernière. Des groupes provenant de différentes parties du monde ont organisé et participé à des débats publics, des ateliers, des réunions, des mobilisations dans la rue et des actions.

Il ne fait aucun doute que l'agenda du contre-événement, portant le nom de « Conseil général des peuples », était bien plus intéressant que les discussions menées au sein de l'OMC. Et, ce qui est plus important, alors que les représentant-e-s des gouvernements et les lobbyistes des entreprises ne parvenaient pas à s'accorder sur les formules visant à l'ouverture des marchés et au partage des profits commerciaux, à l'extérieur du conseil général de l'OMC, les militant-e-s et les mouvements sociaux ont adopté une position commune très claire sur l'OMC. Elle pourrait se résumer par l'expression « mieux vaut ne pas conclure de marché que conclure un mauvais marché ». Pour la plupart d'entre nous, il est à présent évident que dans le contexte actuel des négociations, les seules décisions que l'OMC pourra prendre à la fin de l'année à Hong Kong seront de mauvaises décisions. Cette convergence d'analyse et d'opinion chez les militant-e-s est cruciale pour mener une campagne de poids en vue du sommet de Hong Kong, même si nous savons que la tâche qui nous attend est ardue.

Il est prévu qu'après la pause d'été, l'OMC conduira d'intenses négociations avec Genève pour cadre. Lors de la dernière réunion du Comité des négociations commerciales (CNC), la personne en charge de la présidence a demandé à tous les membres de concentrer leur énergie sur Genève. Cela implique évidemment que le secrétariat de l'OMC jouera un rôle central, au





moment où Pascal Lamy, ancien commissaire au commerce de l'Union européenne (UE), en prend les rênes. Mais cela ne garantit absolument pas une plus grande transparence ni une plus grande équité dans le processus de négociation. En effet, non seulement le secrétariat de l'OMC n'a jamais remis en cause des pratiques opaques telles que les « chambres vertes », les mini-ministérielles et l'utilisation des locaux de l'OMC par des entreprises (pour faire pression sur les gouvernements), mais il légitime, voire facilite fréquemment, ce type de processus. Il ne fait aucun doute que le processus de chambre verte sera intense au cours des mois à venir, et une mini-ministérielle serait prévue dans la ville avant le Conseil général du mois d'octobre.

EN OCTOBRE, TOUS LES REGARDS SONT FIXÉS SUR GENÈVE

Lors des négociations, les gouvernements des pays du Nord sont déterminés à faire pression sur les pays en développement pour que leurs sociétés transnationales obtiennent les profits les plus importants possibles. Pour parvenir à leurs fins, ils doivent établir dès que possible un cadre strict pour les négociations à venir, et les réunions du mois d'octobre sont donc un moment essentiel. En ce qui nous concerne, en tant que société civile, nous savons que nous devons impérativement concentrer nos efforts sur Genève en octobre. Au mois de juillet, nous étions plus de trois cents, mais nous devons maintenant être beaucoup plus nombreuses et nombreux pour pouvoir changer quelque chose.

Cela signifie que nous devons redoubler d'efforts d'ici à Hong-Kong afin de mobiliser les Genevois-e-s et les Suisses, ainsi que les militant-e-s et les mouvements des régions et pays voisins. Néanmoins, le nombre n'est pas le seul facteur essentiel à notre réussite. Pour que l'événement des peuples en octobre soit couronné de succès, divers secteurs et différentes régions du monde, en particulier des pays du Sud, doivent être représentés. L'un des aspects positifs de la mobilisation de juillet a été la participation de mouvements sociaux et d'ONG de pays du Sud. Mais nous devons, et pouvons, faire mieux. Pour cela, nous avons évidemment besoin d'une aide financière plus élevée, mais il est tout aussi important que les militant-e-s des pays du Sud comprennent que leur présence à Genève est fondamentale et que leur contribution est absolument vitale.

ÉTABLISSEMENT DE LIENS AVEC LES CAMPAGNES LOCALES

Outre les actions publiques et les mobilisations, l'interaction avec les délégations à Genève revêt une importance stratégique, et la possibilité que des responsables, représentant-e-s la société civile, rencontrent avec nous les officiel-le-s de leur pays, permet une interaction beaucoup plus constructive et responsaibilise les délégué-e-s des gouvernements. Au mois de juillet, même si nous avons participé à des réunions très intéressantes avec de nombreuses missions de négociation, toutes n'étaient pas prètes à trouver le temps d'y participer. Cette situation peut se produire plus fréquemment au mois d'octobre, car de nombreux ministres seront probablement présents à Genève. Nous devons donc être prêts à adopter de nouvelles façons de transmettre les messages, au cas où les réunions prévues ne se tiendraient pas.

Si les échanges sont insuffisants, les ONG établies à Genève courent le risque d'être coupées du travail effectué à la base et à l'échelle nationale. Le Conseil général des peuples du mois de juillet visait en partie à rapprocher et créer une plus grande synergie entre le travail effectué à Genève et les campagnes menées dans divers pays et régions. Néanmoins, cela n'a pas été suffisant pour permettre un travail complémentaire et cohérent. Il est fondamental que militant-e-s et mouvements sociaux nationaux s'impliquent dans le processus de préparation des mobilisations et des activités connexes à Genève. En juillet, les campagnes nationales ont faiblement contribué au développement des arguments et des débats à Genève. Cela signifie qu'il reste beaucoup à faire pour réaliser des échanges fructueux d'ici à Genève et par la suite.



Cela ne veut pas dire que Genève doit devenir le centre de gravité des campagnes contre la libéralisation du commerce. Au contraire, l'objectif des mobilisations à Genève consiste à montrer que l'OMC et son agenda commercial en faveur des entreprises ne tiennent pas compte de la vie des citoyenne-s. Pour cela, nous devons faire en sorte que nos campagnes se soutiennent et se renforcent mutuellement à différents niveaux.

L'alliance genevoise des peuples (www.omc-wto.org) organise les mobilisations à Genève en octobre. Venez nous rejoindre !

Traduction : Alain Monod et Valérie Espinasse, traducteurs bénévoles de Coorditrad.



Photos de la manifestation du 15 octobre

>>>AGENDA >>>

>Neuchâtel>

PROCHAINS COMITÉS D'ATTAC NEUCHÂTEL

Mardi 29 novembre, 20h :
Bistrot de l'Arrosée, Neuchâtel.

Mardi 13 décembre, 20h :
La Chaux-de-Fonds (lieu à définir).

>Bienne>

Notre assemblée sur le thème de l'AGCS initialement prévue le 3 octobre a été repoussée au

LUNDI 7 NOVEMBRE

au rest. Romand. Vous trouverez plus de détails sur notre site internet: www.local.attac.org/bienne/.
Vous y trouverez aussi une possibilité de signer notre pétition de soutien aux motions Bienne zone hors AGCS. Profitez-en !

>>>DIVERS >>>

>Courrier des lecteurs et lectrices>

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :

Courrier de l'Angles d'ATTAC,
abs d'attac vaud,
cp 5105
1002 Lausanne

>Internet>

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

>>>Nestlé et le commerce

Alors que l'eau potable se fait de plus en plus rare sur la planète, des multinationales comme Nestlé investissent massivement dans le nouveau commerce très lucratif de l'eau en bouteille. Cet article propose un tour d'horizon des modalités, paramètres et conséquences de ce nouveau marché qui transforme un élément vital en source de profit.

Le nouveau marché de l'or bleu

On assiste actuellement à une crise mondiale de l'eau, qui se manifeste à travers la pénurie croissante d'eau potable et la multiplication des maladies hydriques, causées par la pollution industrielle, la contamination des lacs et rivières, le traitement insuffisant des eaux usées, l'assèchement des sources, etc. Selon une estimation des Nations Unies, 36'000 personnes meurent chaque jour par manque d'eau potable ou par ingestion d'eau contaminée ; 1,5 milliards de gens sont privés d'accès à l'eau, et ce chiffre atteindra en 2025 les deux tiers de la population mondiale . Face à cette catastrophe humanitaire, les gouvernements et institutions internationales prônent la privatisation, la commercialisation et l'exportation de l'eau, justifiant ces mesures par l'effet prétendu bénéfique du libre-marché. Lors du deuxième Forum Mondial de l'Eau à la Haye en 2000, l'eau a été officiellement définie non pas comme un « bien commun » ou un « droit humain » mais comme un « besoin essentiel », ce qui permet d'en faire désormais une marchandise soumise aux lois de l'offre et de la demande . Les entreprises privées intéressées par le marché de l'eau soutiennent activement ce programme qui leur ouvre des possibilités de profit énormes. Il s'agit d'une part des sociétés transnationales de distribution d'eau comme Suez (ex-Suez-Lyonnaise des Eaux) et Veolia (ex-Vivendi), d'autre part des quatre multinationales qui se partagent le marché de l'eau en bouteille : Nestlé, Danone, Coca-Cola et PepsiCo.

Nestlé Waters, champion de l'eau en bouteille

Nestlé est le numéro un mondial du marché de l'eau en bouteille, avec environ 17% du marché global. Nestlé Waters, la division eau du groupe Nestlé, avait en 2004 un bilan de 8.04 milliards de francs suisses de chiffre d'affaire ; en 2003, près de 20% des investissements de Nestlé avaient été faits dans ce secteur. Autrement dit, ce marché est non seulement très lucratif mais aussi en pleine croissance. C'est dans les années 80, alors que l'eau en bouteille devenait progressivement un produit de consommation de masse, que Nestlé a commencé à conquérir ce marché en établissant des sites de production et en rachetant de nombreuses entreprises d'embouteillages en Amérique du Nord et en Europe . Actuellement, Nestlé Waters est présente dans 130 pays, et détient 77 filiales, dont cinq marques internationales (Perrier, Vittel, Contrex, Acqua Panna, San Pelegrino), une septantaine de marques régionales prévues pour un marché local (comme Poland Spring ou Arrowhead aux Etats-Unis, Vera en Italie, San Narciso en Espagne, Saint Spring en Russie, Baraka en Egypte, La Vie au Vietnam, etc.), et deux "marques mondiales à production multi-site", concept qui consiste à commercialiser sous une marque unique une eau pompée à des lieux différents, ce qui réduit les coûts logistiques tout en visant un marché global. Il s'agit de la marque Nestlé Aquarel, apparue en 2000 et vendue déjà dans 11 pays européens, et de Nestlé Pure Life, lancée en 1998 au Pakistan, destinées surtout aux pays du Sud, et qui contient ce qu'on appelle de l'eau de synthèse, ou de l'eau traitée (cf. encadré). Le nom de Nestlé est rarement mentionné sur les étiquettes, pour réduire les risques de boycott en cas de scandale alimentaire, mais aussi

pour bénéficier d'une large palette de produits différentiés. Pour conquérir le marché mondial, la stratégie de Nestlé consiste en effet à combiner la vente de marques connues au niveau national et international avec des marques locales et régionales, de jongler avec plusieurs produits de différentes catégories, marques, prix et clientèles-cibles. Cette multiplication et diversification de l'offre s'illustre aussi par l'émergence, aux USA puis en Europe, du "Home and Office Delivery". Ce service de livraison de fontaines à eau est un produit totalement superflu, mais qui actuellement envahit les entreprises, administrations et centres commerciaux. Nestlé est le principal détenteur de ce marché en Europe.

Pourquoi les gens achètent-ils de l'eau en bouteille ?

L'eau nous est amenée presque gratuitement à domicile par les services publics. Pourtant, les gens achètent et boivent de plus en plus d'eau en bouteille. En 1970, le marché de l'eau embouteillée représentait un billion de litres vendu dans le monde par année ; en 1980, ce chiffre avait doublé ; à la fin des années 80, il s'agissait de 7,5 billions de litres par années ; et en 2003, on avait passé à 84 billions de litres (T. Clarke 2005, p.9). On assiste ici à l'émergence d'une « nouvelle culture de la consommation de l'eau en bouteille » (id., p.66). Celle-ci est le résultat d'une campagne marketing et médiatique très puissante et efficace, qui cherche notamment à nous convaincre que l'eau en bouteille serait un produit plus pur, plus sûr et de meilleure qualité que l'eau du robinet. On peut voir là une « double stratégie » de manipulation : dans un premier temps, il s'agit d'entretenir la méfiance du public envers l'eau du réseau, et de décrédibiliser les services publics de gestion de l'eau qui de leur côté n'ont aucun budget publicitaire pour défendre leur image. Dans un deuxième temps, il reste à proposer une solution rassurante, une alternative nécessaire (id., p.66-67). Cette tactique a été appliquée par exemple au Pakistan, où Nestlé a organisé des séminaires pour sensibiliser les gens au problème de l'hygiène de l'eau en insistant sur l'état catastrophique de l'eau municipale, quelques mois avant de lancer la marque Pure Life . L'eau en bouteille doit aussi son succès aux campagnes des nutritionnistes qui ont commencé dans les années 90 à dénoncer les problèmes d'obésité et de désydratation, accusant l'industrie des fast-food et des boissons gazeuses. Dès lors, l'eau en bouteille a été présentée par la publicité comme une alternative aux boissons sucrées, une boisson associée à une vie saine, active et sportive. De même, on insiste sur la fraîcheur et le goût agréable de l'eau en bouteille, dont la consommation deviendrait alors un plaisir raffiné, un luxe, voire un signe extérieur de richesse, de statut ou de classe. Pureté, sécurité, nature, santé, bien-être, hédonisme, dynamisme ou distinction sociale... autant de notions qui font l'impasse sur le fait que l'eau du robinet contient en moyenne autant de minéraux utiles à l'organisme, et offre la même qualité que l'eau en bouteille : les normes et les contrôles qui réglementent l'eau du réseau sont même en général plus strictes que celles de l'eau embouteillée, et cette dernière présente en réalité des conditions peu propices à une véritable sécurité alimentaire - stagnation de l'eau dans du plastique, longs délais de consommation liés au transport et au stockage, etc. Une étude du Natural Ressource Defense Council dans des supermarchés américains a d'ailleurs montré qu'un tiers des eaux en bouteille vendues dans le commerce contenaient des substances indésirables. Autrement dit, on achète de l'eau en bouteille non pas pour son contenu objectif mais pour son image, pour les symboles qu'elle véhicule. En l'affublant de toute une série de connotations sociales, symboliques et imaginaires, l'industrie a réussit à transformer un élément presque inodore, incolore et gratuit en un pur produit commercial.

L'eau en bouteille, une fausse solution à la crise de l'eau

Loin de résoudre les problèmes sanitaires dans les pays du Sud comme le prétend notamment Nestlé, l'eau en bouteille ne fait qu'aggraver la crise humanitaire et l'inégalité sociale. Tout d'abord en raison de son prix exorbitant : certes, elle peut approvisionner les classes supérieures des deux hémisphères, mais elle reste totalement inabordable pour les populations démunies du Sud. Plus grave, le commerce de l'eau embouteillée a tendance à « décourager les pouvoirs publics à investir dans l'amélioration de la distribution d'eau potable » (cf. Attac contre l'Empire Nestlé, p.118) ; en ce sens, ce marché contribue à faire baisser ou à maintenir une mauvaise qualité de l'eau du réseau. De plus, l'exploitation des sources par des multinationales est préjudiciable pour les systèmes traditionnels de gestion et de distribution d'eau ; Nestlé achète dans le monde entier, souvent à des prix dérisoires, des concessions de prélèvement sur les sources dont elle garde ensuite le monopole en excluant les communautés locales qui se voient privées de leur accès vital et légitime à l'eau potable . Au niveau écologique, la surexploitation des sources engendre des dégâts irréparables sur l'équilibre environnemental. Pour répondre à une demande en croissance exponentielle, Nestlé réalise souvent des forages et des drainages excessifs qui dépassent le taux de reconstitution naturelle des nappes phréatiques et conduisent à l'assèchement des réserves d'eau - après quoi la multinationale déplace ses usines dans un autre site. Le cas le plus fameux est celui du Parc d'eau de Sao Lourenco au Brésil, qui abrite plusieurs sources d'eau minérale connue

Petit lexique

Les différents types d'eau tels que définis en Suisse par la nouvelle ordonnance sur les denrées alimentaires (ODAI), entrée en vigueur le 1er mai 2002 :

1. L'eau du robinet
Eau captée à partir des lacs, des rivières, ou des sources, selon les régions ; peut être traitée, mais ne peut pas subir d'adjonction (sauf chlore). Sa teneur en sels minéraux peut varier.

2. L'eau minérale naturelle
Eau captée et embouteillée à partir d'une source unique, géographiquement identifiée, dont l'eau a des caractéristiques minérales stables. Ne peut pas subir aucun traitement ni adjonction (sauf dioxyde de carbone). Ex. : marques internationales de Nestlé (Perrier, Vittel, Contrex, Acqua Panna, San Pelegrino) + 33 marques locales de Nestlé (Vera, San Narciso, La Vie...)

3. L'eau de source naturelle (concept récemment introduit)
Eau captée et embouteillée à partir d'une source ni unique ni géographiquement identifiée, dont la teneur en minéraux n'est pas stable. Doit être embouteillée à la source ; ne peut subir aucun traitement ni adjonction (sauf dioxyde de carbone), mais peut être filtrée. Ex : Nestle Aquarel + 35 marques locales de Nestlé (Poland Spring, Ice Mountain...)

4. L'eau minérale artificielle, ou eau de synthèse
Eau captée à partir d'un lacs, d'une rivière, d'une sources, ou même du réseau de distribution publique. Peut être embouteillée n'importe où ; peut être purifiée, traitée, déminéralisée, reminéralisée, etc. Exemple : Pure Life de Nestlé, Dasani de Coca-Cola, Aquafina de PepsiCo.

>>>ADRESSES>>>

ATTAC-VAUD

Case Postale 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org

ATTAC-GENÈVE

Rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org

ATTAC-NEUCHÂTEL

c/o Fabienne Girardin, Chapelle 12,
2300 La Chaux-de-Fonds, neuchatel@attac.org

ATTAC-BERN

Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org

ATTAC-ZÜRICH

Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org

ATTAC-JURA

Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org

ATTAC-BASEL

Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org

ATTAC-TICINO

C/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra

ATTAC-FRIBOURG

Case postale 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org

ATTAC-BIENNE

Case postale 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org

ATTAC-VALAIS

Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>>IMPRESSUM>>>

Edité par Attac Suisse, paraît 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.

ABONNEMENT (POUR NON-MEMBRES)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Xavier de Stoppani, Ounsi El Daïf, Geneviève Hentsch, Alexandre Lambelet, Virginie Laurella, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Michel Schröder.

IMPRESSION ET MISE EN PAGE:

Deltagraph Bienne – Tirage 2'200 exemplaires

PROCHAINE PARUTION FIN NOVEMBRE

>>>

pour sa haute minéralisation et ses propriétés curatives. Nestlé y a installé en 1994 des usines de pompage et d'embouteillages pour y produire son eau de synthèse Pure Life. Depuis 1996, Nestlé a foré illégalement deux puits de plus de 150 mètres de profondeur pour y pomper 30'000 litres par jour, ce qui a conduit au changement de composition des minéraux dans certaines sources et même au tarissement de l'une d'elles . Enfin, une étude du WWF en 2001 a montré que l'industrie de l'eau en bouteille utilisait 1,5 millions de tonnes de plastique chaque année. Un cinquième seulement de ces bouteilles sont reçyclées - la production étant moins coûteuse que le recyclage. Tony Clarke (2005, p.61-65) montre comment l'industrie de l'eau en bouteille et l'industrie du plastique travaillent main dans la main pour d'une part éviter et contourner les législations en matière de recyclage, et d'autre part pour élaborer des plans marketings qui visent à faire croire au public que leur produit respecte l'environnement.

Actions possibles et résistances citoyennes

Comment réagir contre cette marchandisation irresponsable et désastreuse d'une ressource naturelle vitale qui devrait rester un bien collectif ? La première chose à faire est sans doute de boire l'eau du robinet qui, en Suisse du moins, a encore le multiple avantage d'être publique, bon marché, sure, saine et de bonne qualité. Mais au-delà de cet acte de "consommAction" nécessaire mais insuffisant (cf. article dans ce même numéro), des actions politiques sont possibles et utiles. On peut citer par exemple l'impact international de la campagne du Mouvement brésilien de citoyenneté pour l'eau qui, si elle n'est pas encore arrivée totalement à ses fins, a du moins attiré l'attention du public sur les activités de Nestlé dans le parc de Sao Laurenco. En Amérique du Nord, la présence de Nestlé a plusieurs fois été l'objet de controverses politiques, comme dans les états du Wisconsin, du Michigan ou en Floride. En 2001 par exemple, l'administration du Michigan a accordé pour 100 USD à Nestlé Waters North America une licence d'exploitation de 4 sources près des Grandes Chutes du Michigan, où Nestlé a installé une usine qui pompait 380 à 1100 litres d'eau par minutes, vendues sous la marque « Ice Mountain ». Grâce à un mouvement de résistance créé par trois tribus indiennes, une plainte a été déposée et a conduit en novembre 2003 à une décision du tribunal de fermer l'exploitation. Un autre exemple réjouissant nous est fournit par le travail d'attac neuchâtel, à l'origine d'un mouvement citoyen qui a pu empêcher en 2001 que Nestlé reçoive une concession d'exploitation sur l'eau minérale d'une source à Bevaix. Ces succès - tout relatifs et provisoires qu'ils sont - nous montrent l'intérêt et l'importance des mouvements de résistances face aux multinationales. Plus en amont, la création des Forums alternatifs mondiaux de l'eau (en 2003 à Florence, en 2005 à Genève, et bientôt en 2006 au Mexique) reflète la volonté actuelle de différents représentant-e-s de la société civile de se mobiliser et de se coordonner pour défendre à tous les niveaux un modèle de gestion publique, collective et citoyenne de l'eau.

Le Groupe de travail Mondialisation et Multinationales d'attac vaud travaille depuis une année sur le thème de l'eau en rapport avec Nestlé. Il organise dans le cadre du Forum Nestlé du dimanche 30 octobre à Berne (9h15 - 12h15) un atelier qui aura pour titre « Nestlé et le commerce de l'eau en bouteille », et qui réunira Tony Clarke, de l'Institut Polaris au Canada, Franklin Frederick, du Mouvement brésilien de citoyenneté pour l'eau, et André Babey, d'attac neuchâtel. Renseignements et inscriptions : www.multiwatch.ch.

>>> Morts à la frontière >>>

Les enclaves de Ceuta et Melilla, pointes avancées de la présence espagnole en Afrique, offrent aujourd'hui le spectacle hideux et poignant des ravages provoqués par la mondialisation néolibérale sur le continent africain.

Aux quelques centaines de migrants subsahariens qui sont parvenus, au terme de longues errances à travers déserts et forêts, affaiblis par les privations et les conditions infra-humaines de leur périple, à frapper aux portes du monde développé, l'Europe, secondée par les pays du Maghreb, répond par la répression et les balles, tandis que continuent les disparitions en mer, au large des Canaries ou des côtes andalouses.

Que ces Africains fuient un continent rongé par la faim, l'analphabétisme, les épidémies, les guerres et les dictatures, un continent qui, de plans d'ajustement structurel en accords de libre-échange, s'enfonce chaque jour davantage dans le non-développement, l'Europe n'en a cure et continue à surélever les grillages et déployer des kilomètres de fils de fer barbelés.

Tandis que les grandes puissances, relayées par la Banque mondiale, multiplient les beaux discours sur l'éradication de la pauvreté, c'est à une véritable éradication des pauvres que l'on assiste, à une guerre, armes au poing, contre quelques poignées de malheureux qui tentent, à mains nues et munis d'échelles de fortune, d'escalader la Forteresse Europe.

Que le Maroc, tout comme ses voisins maghrébins, acceptent aujourd'hui, dans le cadre de la politique d'externalisation, de faire le sale boulot de sous-traitant, de multiplier les expulsions forcées, de planifier la construction de centres de rétention, de faire donner l'armée, la police et la gendarmerie contre des hommes, des femmes et des enfants affaiblis et non armés, voilà qui en dit long sur le degré de collusion des gouvernements du Nord et du Sud dans leur combat contre les peuples, alors que leurs propres ressortissants tentent, eux aussi, de fuir le chômage et de gagner au péril de leur vie, la rive nord de la Méditerranée.

Nous, militants d'attac Maroc, nous affirmons pour notre part notre condamnation totale de la répression dont sont victimes aujourd'hui, en terre africaine, des êtres humains dont le seul crime est de vouloir trouver du travail et vivre dignement. Nous les assurons de notre pleine solidarité et de notre vigilance par rapport aux dérives racistes qui se font jour.

Nous nous indignons devant les violations répétées du droit des personnes à la libre-circulation, du droit d'asile et du droit à la vie et à la protection, contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ainsi que dans les Conventions internationales.

Nous affirmons notre totale condamnation de l'approche exclusivement sécuritaire du fait migratoire mise en œuvre par les gouvernements du Nord et du Sud dans le cadre du Partenariat euroméditerranéen.

Face au pillage multi-séculaire de l'Afrique, dans le cadre de la colonisation autrefois, et aujourd'hui dans le cadre de l'OMC et des accords de libre-échange et des différents accords de partenariat euro-africains, nous réaffirmons que le développement de l'Afrique passe par :

l'annulation effective et massive de la dette africaine, déjà plusieurs fois remboursée ;

l'arrêt immédiat du pillage des ressources africaines par les spéculateurs et les multinationales, et la dénonciation de tous les accords bilatéraux et multilatéraux qui l'organisent ;

l'arrêt du soutien éhonté dont bénéficient nombre de régimes non démocratiques, corrompus, dictatoriaux, de la part d'une Europe qui se pose en champion de la démocratie ;

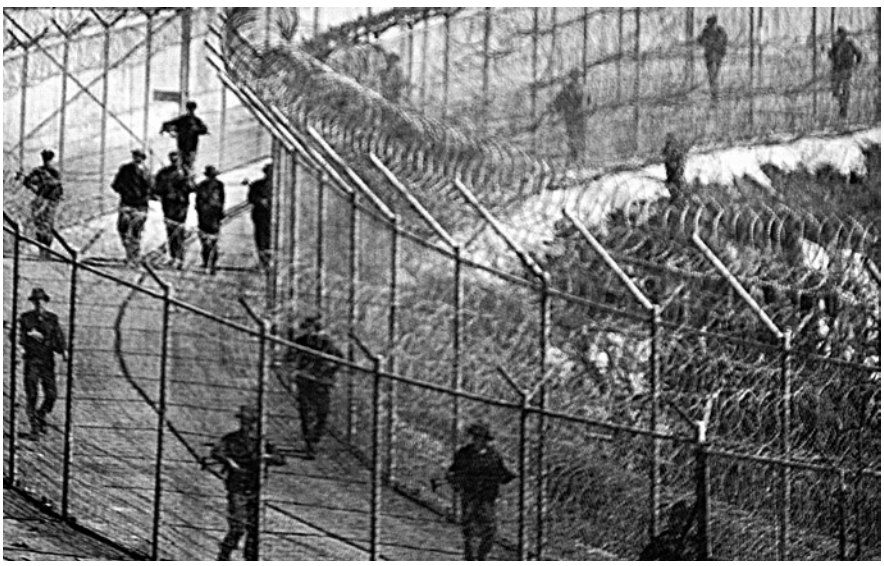
le respect du droit des peuples à la souveraineté et à la détermination de ses propres politiques et choix économiques ;

l'arrêt du commerce des armes, hautement lucratif pour les industries occidentales, permettant d'entretenir un climat d'insécurité permanente qui, s'il favorise l'ingérence européenne et américaine dans les affaires africaines, plonge les populations dans la peur, le dénuement et l'absence totale d'espoir en une vie digne et décente ;

l'affectation des aides au développement à la mise sur pied ou l'extension de services publics, tels que l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, qui sont les conditions sine qua non d'un décollage économique.

A quelques semaines de la célébration des accords de Barcelone, qui prétendaient vouloir œuvrer à faire de la Méditerranée une mer de paix, de prospérité et de sécurité partagée, les évènements dramatiques de Ceuta et Melilla viennent jeter une lumière crue sur les réalités qui se cachent derrière les beaux discours.

Face aux collusions entre Etats prédateurs, construisons les solidarités entre les peuples.



Rabat, le 7 octobre 2005
ATTAC MAROC GROUPE DE RABAT
Contre la mondialisation libérale

attac_rabat@caramail.com
www.maroc.attac.org

MULTI WATCH

LE CAS NESTLÉ

29/30 OCTOBRE 2005
AU KORNHAUSFORUM DE BERNE

SAMEDI 29 OCTOBRE
9h15-18h00
AUDIENCE PUBLIQUE SUR NESTLÉ EN COLOMBIE

De graves accusations nous parviennent de Colombie : des menaces de mort des paramilitaires contre des syndicalistes, des violations des droits des travailleur-euse-s et des droits syndicaux, des produits de qualité douteuse. Un conseil composé de personnalités reconnues jugera dans un tribunal symbolique la responsabilité de Nestlé.

DIMANCHE 30 OCTOBRE
9h15 – 16h00
FORUM INTERNATIONAL

Ateliers traitant du comportement de Nestlé dans le monde entier:
- Agriculture
- Commerce de l'eau
- Droits des travailleur-euse-s et droits syndicaux
- Le développement de normes en matière de droits humains applicables aux entreprises

PRONONCIATION DU JUGEMENT ET DÉCLARATION FINALE

L'après-midi le Conseil prononcera le jugement de l'audience sur Nestlé en Colombie et l'assemblée plénière adoptera une déclaration contenant des demandes et des propositions concrètes.

Entrée : 2 jours 30.- / 1 jour 20.-   Inscriptions auprès de: www.multiwatch.ch
MultiWatch, Stationsstrasse 25, 3097 Liebefeld CCP: 30-370569-9 - Merci!

L'association MultiWatch est constituée des organisations suivantes: Alliance Sud, Attac Suisse, CETIM, Communauté de travail des oeuvres d'entraide, Déclaration de Berne, EPER, Groupe de Travail Suisse-Colombie (GTSC), Jeunesse Syndicale de Berne, JS Suisse, Les Verts, OeME Berne (Oecuménisme - Terre Nouvelle), OeME Commission Berne-Ville, Oevre suisse d'entraide ouvrière OSEO, Pain pour le prochain, Parti suisse du Travail (PdT), Syndicat Interprof. des Travailleur-e-s (SIT), SOLIFONDS, SWISSAID, terre des hommes suisse, Unia Berne   MultiWatch est soutenu par: Action de carême, PS Suisse. Unia, GLM (Missionaires non profesionnels), Jeunes Verts, RedHer (Red Europea de Hermandad y Solidaridad con Colombia): Campagne Colombie Berlin, CASCOL (Espagne), CEDSALA (Espagne), COXAL-Gijón (Espagne), CGT (Espagne), COLOMBIA SOLIDARITY CAMPAGN (Angleterre), COMITATO CARLOS FONSECA (Italie), Grupo de Apoyo Suiza (Suisse Allemande), Colectivo de Solidaridad con Colombia (Suisse Romande), AYNI (Bélgique)

Je souhaite devenir membre d'attac!

☐ Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
☐ Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: ____________________

Adresse: ____________________

____

E-mail: ____________________

Lieu, date, signature

____

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève